

BIEN-ÊTRE & RESSOURCES LOCALES AU FONDEMENT DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE

Préface par Benoît Parent, directeur de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise.

Tout au long de cet ouvrage qui présente un état de l'art des savoirs sur le bien-être et les ressources territoriales, les chapitres permettent aux lecteurs de développer une curiosité transdisciplinaire stimulante.

Bien-être. Être bien. Quoi, en apparence, de plus subjectif, de plus personnel, de plus immédiat... ? Selon le dictionnaire Robert, il s'agit d'une « *sensation agréable, procurée par la satisfaction de besoins matériels, l'absence de soucis, l'aisance, le confort.* » Comment un tel sujet, associé à celui des ressources territoriales, peut-il concerner une agence d'urbanisme ?

Une première raison évidente est dans la finalité des études pluridisciplinaires que mène l'Agence, autour des questions de mobilité, d'habitat, d'environnement, de santé, d'économie, etc., nourries d'observations et d'analyses prospectives sur les modes de vie, dans une perspective d'optimisation des politiques publiques. Des politiques publiques au service de l'amélioration des conditions d'existence pour tous, de la réduction des inégalités économiques et sociales, du mieux-être des habitants et des usagers du territoire.

Envisagé sous cet angle, et à condition d'être « objectif », le bien-être intervient donc comme une donnée inter-thématique centrale, voire fondatrice, des territoires en transition, du renouvellement des modèles de développement, d'une dynamique métropolitaine et territoriale solidaire, attachée à la valorisation de ses ressources et à la coopération des acteurs.

C'est un référentiel commun, un régulateur, multidimensionnel, parfaitement transversal, qui place l'individu au cœur de la mesure. Et c'est une clé de lecture indispensable du territoire autant désormais, qu'un critère premier de son attractivité (on sait son importance sur les choix d'implantation résidentielle ou économique comme sur la constitution des inégalités socio-spatiales). Aussi, l'Agence d'urbanisme est-elle, avec d'autres, particulièrement fondée à s'en saisir, pour éclairer sous un jour nouveau son territoire d'étude - la grande région grenobloise - riche de ses propres ressources matérielles et immatérielles : son patrimoine commun et le socle de son développement.

Dans cet ouvrage, la variété des situations observées montre comment la mobilisation de ressources locales particulières peut nourrir un développement territorial durable tout en améliorant le bien-être et la justice sociale. On voit bien, à travers cette dimension territoriale, que l'on dépasse à la fois la dimension individualiste du bien-être et la mesure classique du développement par les seules performances économiques. Espace cohérent de réponses aux défis, le territoire est aussi ce lieu de proximité, cet espace de diagnostic et de débat public, permettant d'élaborer de manière partagée l'idée d'un bien-être collectif et d'en faire un guide pour l'action. On touche à l'essentiel. Aux choix de vie et de société. Aux volontés politiques. À ce à quoi on veut accorder de la valeur. Ce qui cimente le vivre ensemble. Ce qui fait sens et bien commun : nos ressources et richesses (non monétaires) partagées. Étudier, évaluer le bien-être territorial et les ressources locales, c'est s'inscrire dans une dimension temporelle qui préempte le futur, c'est confronter l'expertise technique à l'expertise citoyenne.

Le Conseil de développement incite le SCoT de la grande région de Grenoble à se saisir de ces sujets. L'Agence, qui en est la cheville ouvrière, est une articulation essentielle entre les partenaires de la réflexion, en lien avec la SFR ou en mobilisant son conseil scientifique pluridisciplinaire. Elle s'investit depuis l'origine dans le projet grenoblois lbest, au service d'une réflexion et de démarches participatives qui ont permis la construction d'un indicateur de bien-être soutenable territorialisé. Objectif : partir du bien-être individuel pour construire une vision partagée du bien commun. Avec les acteurs politiques, techniques et les chercheurs, elle milite pour que cet indicateur soit la clé d'un changement de paradigme qui oriente les économies vers la transition écologique et sociale en mobilisant les ressources locales.